

JOURNAL

RABIN, LES LEÇONS D'UN MEURTRE

Faute d'avoir réagi vigoureusement contre le terrorisme des « fous de Dieu » en kippa, Itzhak Rabin est, à son tour, tombé sous les balles d'un illuminé. Lors du massacre de la mosquée de Hébron-Al-Khalil, nous avons déjà laissé entrevoir les conséquences funestes de l'apaisement vis-à-vis du danger permanent représenté par les colons armés jusqu'aux dents pour le processus de paix (cf. *Esprit*, avril 1994). Il est vrai qu'au caveau des Patriarches, Baruch Goldstein n'avait fauché au fusil-mitrailleur « que » des Palestiniens (vingt-neuf !). Il aurait fallu à l'époque profiter de l'émotion pour traiter à chaud le problème posé par la présence de quelques centaines de colons hystériques, provoquant en permanence la population arabe de la ville, véritable bombe à retardement. On ne l'a pas fait, comme on n'a rien fait depuis contre l'extrême-droite. Pourquoi ?

Il faut comprendre que l'idée de « l'homme nouveau » juif, qui était la grande utopie du sionisme laïque, est morte avec les autres « grands récits » d'émancipation issus du socialisme. Les parents d'Itzhak Rabin, qui étaient venus de Russie comme tant d'autres, y avaient cru. Lui-même était représentatif, comme Moshe Dayan, d'une génération née en Palestine, et dont l'idéologie du Premier mai et du Drapeau rouge n'était pas la tasse de thé, remplacée prestement par un nationalisme de

survie très classique « *Ein Breira* » (« Il n'y a pas de choix »), c'est Eux ou Nous, etc. Le problème est que ce nationalisme, suffisant pour gagner les guerres (1948, 1956, 1967), où s'illustraient les officiers issus de l'« aristocratie ashkénaze » dont Rabin était un des plus beaux fleurons, ne faisait pas rêver la masse du peuple israélien, composé de rescapés de la Shoah et de Juifs orientaux complètement étrangers au vieux Yishouv (communauté juive de la Palestine mandataire) d'avant 1948. La religion civile du premier Israël, faite de chants patriotiques et d'évocations d'exploits martiaux, vidée de tout l'aspect universaliste des temps héroïques (qui croira, ce qui est pourtant la stricte vérité, que vers 1920, le sionisme passait pour une variété de bolchevisme, au Quai d'Orsay, chez les Juifs ultra-orthodoxes de Pologne, dans les palais du Moyen-Orient, bref partout ?) était bien insuffisante pour résister au charme discret des vieux récits messianiques.

C'est ce qui apparut en juin 1967, l'image d'Épinal des parachutistes de Tsahal pleurant au Mur des Lamentations reconquis cachant une mutation décisive. Jusque-là le sionisme se présentait comme un projet de refonte totale de l'homme et de la société dont le kibboutz était la vitrine assez fidèle. A présent, dans une société dévorée par le désenchantement utopique, une nouvelle utopie prend corps. La victoire de 1967, dont on exagère la portée – on le verra bien six ans à peine plus tard, lors de la terrible alerte du Kippour –

donne brusquement raison aux « révisionnistes », à ceux qui n'avaient jamais accepté, avec Jabotinsky puis avec Begin, le sionisme social-démocrate enclin au compromis territorial ni même, avec Buber et une poignée de visionnaires l'idée d'une « terre pour deux peuples », sacrilège pour ces ultra-nationalistes qui transposent au Moyen-Orient les rêves impériaux de l'Europe des nationalités. La conquête de la Cisjordanie et de Gaza leur donnait « raison » ; on allait pouvoir établir derechef, entre Jourdain et Méditerranée, le Grand Israël. Les révisionnistes, qui deviendront le Likoud actuel, sont, en quelque sorte des « maurrassiens » de langue hébraïque. Ils considèrent avec faveur tout ce qui dans la Tora peut favoriser cette idée d'un droit imprescriptible du peuple juif à toute la Palestine. Ils vont trouver des alliés dans un camp religieux, longtemps allergique au sionisme « impie », mais qui voit s'accumuler les preuves de l'arrivée des Temps messianiques. Ce fascisme bleu et blanc ne date pas d'hier. Voici comment la précieuse *Histoire de la droite israélienne* de Marius Schattner¹ parle de l'idéologie d'Ahimeir, principal dirigeant révisionniste en Palestine au début des années 1930 : « Il exhorte la jeunesse à la "haine sacrée" contre trois ennemis : les Arabes, le régime mandataire... et la gauche et l'organisation sioniste qui bradent Eretz-Israël ». (p. 107)

Cette rencontre de l'ultra-nationalisme séculier, qui emporte avec lui des pans entiers de l'ancien sionisme socialiste (dont un Arik Sharon est par exemple issu) et des spéculations du néo-messianisme politique a produit un monstre. La terre et les morts sont sacralisés, nonobstant le vieil interdit juif de toute idolâtrie. Mais il est vrai qu'il y a dans toute cette quinquillerie pseudo-théologique, pro-

duite dans des yeshivots du Parti national religieux par des rabbins en délire, plus de romantisme fin-de-siècle, où l'on retrouve le rapport pervers des incroyants Barrès et Maurras à la tradition catholique, que de Tora ou de Talmud. La kabbale a bon dos, quand il s'agit de lui faire prescrire une politique de conquête et d'exactions au détriment des « Indiens en Palestine », comme disait le regretté Gilles Deleuze. Zeev Sternhell a parfaitement raison (*le Monde*, 7 novembre 1995) de constater que l'on a laissé depuis vingt ans des « bandes armées » terroriser les populations civiles arabes de Cisjordanie. On récolte ce qu'on sème. Le terrorisme juif ne date pas d'hier, et contrairement à ce qu'on ne cesse de psalmodier depuis l'assassinat de Rabin, il a déjà pris des juifs comme cible. Rien d'étonnant à cela ; les Juifs ne sont pas une population composée d'anges, et de l'époque du Deuxième temple, où les zélotes trucidèrent volontiers ceux dont la tiédeur à combattre le Romain leur semblait suspecte, aux tristes lendemains des *Judenräte*, dont les responsables furent parfois assassinés après la guerre, en passant par la période du mandat, où le maire travailliste de Tel-Aviv mourut dans des conditions qui n'ont jamais été élucidées, on peut dire que la guerre civile a toujours rôdé dans le judaïsme dès qu'il s'est ou a été constitué en entité politique. Qu'on nous épargne donc les homélies sur le « juif qui a tué un autre juif ». Mais on ne peut avoir pratiqué l'indulgence systématique pour le terrorisme *antiarabe* et affronter ce problème. Nous ignorons évidemment certains détails que seule une enquête approfondie révélera. Mais une chose est déjà probable : si Rabin n'était pas suffisamment protégé le soir du 4 novembre, c'est que l'idée d'un attentat commis par un Juif ne fait pas partie de la culture des services de sécurité israéliens. Ceux-ci

1. Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne*, Paris, Complexe, 1991.

ont toujours été éduqués dans l'idée que le terroriste, le criminel, c'est l'Autre, l'Arabe. Il faut une révolution culturelle pour changer cet état de fait ; mais elle ne peut se limiter évidemment à une réforme du Shin-Beth ! Il faut également épurer le haut état-major, afin que l'épreuve de force – inévitable – avec le noyau le plus fanatique des colons soit la plus brève et la plus efficace possible, sans sabotage de type « OAS ».

La force de la loi doit donc s'abattre sur les groupes subversifs qui menacent les populations civiles palestiniennes, le processus de paix, et tout simplement la démocratie qu'ils ne vomissent pas moins que tous les intégristes du monde. On ne doit plus revoir ces arrestations qui se soldent par une discrète libération quelques jours plus tard, ou ces condamnations qui débouchent, en un temps record, sur des mesures de grâce scandaleuses. Il faut arrêter le bras des assassins !

Daniel Lindenberg

L'AFFAIRE SIMPSON, LA PRESSE ET LES APPRENTISSAGES COLLECTIFS

Les faits sont connus : O. J. Simpson, ancien joueur de football américain vedette, devenu millionnaire et annonceur préféré de la société Hertz fut accusé du meurtre, survenu en juin 1994, de son ex-femme et d'un ami de celle-ci. Simpson avait retenu l'attention de l'Amérique quelques jours après le meurtre lorsque la police avait fait savoir qu'elle comptait l'arrêter : il s'était enfui dans une voiture blanche conduite par un ami qui fut bientôt suivie par de nombreuses voitures de police et

de presse et quelques hélicoptères. Cette course poursuite avait été diffusée en direct et les automobilistes qui se trouvaient sur l'autoroute californienne avaient parfois fait des signes encourageants à l'égard de Simpson qui menaçait de se suicider au moyen du revolver qu'il tenait appuyé contre sa tempe.

Le procès a duré neuf mois et s'est soldé par un verdict d'acquittement pour O. J. Dès le début de l'affaire les sondages indiquaient qu'une majorité de blancs le croyaient coupables tandis qu'une majorité de noirs le croyaient innocent. Le verdict n'a pas fait évoluer ces croyances divergentes. Ce procès hypermédiatisé, appelé dès le début « procès du siècle » a représenté une sorte de crise paroxystique dans laquelle l'Amérique s'est interrogée et aussi ce que les anglophones appellent une *learning curve* (courbe d'apprentissage) qui a mis en lumière un grand nombre de phénomènes sociaux, politiques et juridiques qui habituellement restent dans l'ombre ou ne sont étudiés que par les spécialistes du droit ou de la sociologie¹. La presse, renforcée par des escouades d'avocats et professeurs de droit promus experts, a joué un rôle essentiel aussi bien d'information que de dramatisation et de catharsis dans toute l'affaire. Les télévisions avaient leur séquence quotidienne sur Simpson et tous les journaux et magazines ont publiés des dossiers² sur l'affaire et

1. Il est remarquable que le livre de Jeffrey Abramson, *We, The Jury, The Jury System and the Ideal of Democracy*, New York, BasicBooks, 1994, publié avant le procès, évoque tous les grands débats que l'affaire a sortis des universités et tribunaux pour les mettre sur la place publique.

2. Il est impossible de tout lire sur ce cas. A signaler un bon dossier dans le *Wall Street Journal* (édition européenne datée du 5 octobre) : *Was Justice Served?* qui donne la parole à divers juristes éminents. *Le Monde* et l'*International Herald Tribune* ont assuré une très bonne couverture du verdict et de ses implications.